

UNION INTERPARLEMENTAIRE - UIP
COMPTE RENDU DE LA SESSION DE LA 143^E ASSEMBLÉE
25 AU 30 NOVEMBRE 2021, MADRID

Du 25 au 30 novembre 2021, l'Union interparlementaire a tenu à Madrid, en Espagne, sa 143^e Assemblée, à laquelle ont assisté 531 parlementaires, venus de 117 parlements.

Le Parlement français y était représenté par **Hubert JULIEN-LAFERRIÈRE**, député, président exécutif du groupe français de l'UIP, chef de la délégation, membre du comité sur les questions relatives au Moyen-Orient de l'UIP, **Etienne BLANC**, sénateur, membre du bureau de la commission de la paix et de la sécurité internationale, **Laurence DUMONT**, membre du Comité des droits de l'homme des parlementaires, **Michel LARIVE**, député, Président du groupe de travail sur la science et la technologie, **Didier MARIE**, sénateur membre du bureau de la commission de la démocratie et des droits de l'homme, et **Véronique RIOTTON**, députée, membre du bureau des femmes parlementaires.

Véronique Riotton a recommandé qu'à l'avenir la répartition des membres de la délégation entre les différentes réunions, souvent simultanées, ainsi que la définition des positions que chacun aurait à prendre au nom du groupe français, fassent l'objet d'une meilleure préparation en amont, si possible avant le départ de la délégation.

Les travaux de l'Assemblée ont été ouverts par une cérémonie officielle suivie d'une réception des chefs de délégation, le vendredi 26 novembre au soir et ont débuté le samedi 27 novembre. Ils ont été précédés, le jeudi 25 novembre, par une réunion du groupe géopolitique des Douze plus dont la France est membre et la première réunion du comité des droits de l'homme des parlementaires, ainsi que, le vendredi 26 novembre par la session du Forum des femmes parlementaires.

I – LES DÉCISIONS DU CONSEIL DIRECTEUR

Laurence Dumont a participé aux travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires, qui se sont déroulés à huis clos les jeudi 25, vendredi 26, samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 novembre. Les projets de décision du Comité ont été débattus puis adoptés par le Conseil directeur au cours de sa séance du 30 novembre. Les décisions adoptées portent sur la situation de parlementaires ou d'anciens parlementaires au Brésil, au Cambodge, au Chili et en Argentine, en Colombie, au Gabon, en Iraq, en Lybie, au Myanmar, au Pakistan, au Sri-Lanka, en Tunisie, et au Venezuela. Elles ont été communiquées aux présidents des groupes d'amitié de l'Assemblée nationale et du Sénat concernés.

Au cours de cette même réunion, le Conseil directeur a adopté la nouvelle stratégie de l'UIP pour 2022-2026, en y intégrant une proposition d'amendement déposée par le groupe français, à l'initiative de **Michel Larive** et avec le soutien, notamment, du groupe des Douze plus. Cet amendement avait pour objet de compléter le troisième objectif, relatif à la résilience et à la capacité d'innovation des parlements, par une phrase reconnaissant que « *l'établissement de ponts entre la politique et la science doit contribuer à soutenir la bonne gouvernance et la confiance, les valeurs scientifiques de rationalité et de transparence pouvant être un langage commun au service de la diplomatie parlementaire* ».

Le Conseil directeur a également approuvé le Budget pour 2022 de l'UIP, la présidente du sous-comité des finances, Cecilia Widegren (Suède) ayant fait observer que celui-ci procédait à une reconduction sans augmentation des cotisations de parlements membres.

Le Conseil directeur a également nommé deux nouveaux membres au Comité exécutif issu de groupe des Douze plus, en remplacement de David Mc Guinty (Canada) et de Laurence Fehlmann Rielle (Suisse): José Echaniz (Espagne) et Olga Kefalogianni (Grèce); il a également procédé à la reconduction au poste de Secrétaire général de M. Martin Chungong pour un nouveau mandat de quatre ans couvrant la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2026.

Le Conseil directeur a également nommé **Nadia Essayan**, députée, membre du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient.

II – LES RÉUNIONS DU GROUPE GÉOPOLITIQUE DES « DOUZE PLUS »

La France appartient au groupe géopolitique des « Douze plus ». Celui-ci a tenu quatre réunions, le jeudi 25 novembre de 14h30 à 18h00, les samedi 27, dimanche 28 et lundi 30 de 8h à 9h.

Au cours de ces réunions, le groupe des Douze plus, qui avait initialement apporté son soutien à la proposition de point d'urgence présentée par l'Allemagne, la Lettonie, les Pays-Bas et la Pologne pour « *faire cesser la traite des êtres humains, mettre un terme aux violations des droits de l'homme et œuvrer en faveur d'élections libres régulières au Belarus* », a décidé, une fois celle-ci retirée par ses auteurs à la suite notamment d'une demande française, d'apporter son soutien à la proposition présentée par le groupe africain pour « *mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de Covid-19* », qui a par la suite été adoptée par l'Assemblée à l'unanimité.

Michel Larive a pris la parole pour présenter le programme de travail du groupe sur la science et les technologies qu'il préside mais aussi pour demander le soutien du groupe des 12+ à l'amendement à la nouvelle stratégie de l'IUP pour 2022-2026.

Le groupe des Douze plus a ensuite procédé à la désignation de ses candidats pour un certain nombre de postes à pourvoir. Il a désigné **Etienne Blanc** sénateur, pour achever la seconde partie du mandat de membre du bureau de la commission de la paix et de la sécurité internationale, qui avait été confié à Philippe Dallier en octobre 2019.

III - LE DÉBAT GÉNÉRAL ET LE POINT D'URGENCE

A) L'UIP a choisi de consacrer le débat général de sa 143^e Assemblée à l'éducation, sous l'intitulé « *surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie* ». **Hubert Julien-Laferrrière** est intervenu au nom de la France. Il a notamment fait état de l'expérience française en matière d'inclusion des citoyens dans la fabrication du compromis visant à trouver les voies de l'intérêt général. Il a évoqué la convention citoyenne sur le climat mais aussi les expériences participatives qu'a mises en place l'Assemblée nationale lors de l'examen de certain projet de loi particulièrement sensible.

B) Sur le point d'urgence, les propositions de l'Indonésie sur la situation humanitaire des palestiniens; de l'Allemagne, de la Lettonie, des Pays-Bas et de la Pologne sur la traite des êtres humains, les violations des droits de l'homme et l'appel à des élections libres et régulières en Biélorussie; du Mexique sur le développement régional dans les pays à taux de migration élevée; et de la Fédération de Russie sur la continuité de l'activité parlementaire en période de pandémie, ont finalement été retirées par leurs auteurs et l'Assemblée a adopté, à l'unanimité et par consensus, le projet proposé par le groupe africain: « *mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de Covid 19* ».

IV - LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Etienne Blanc a participé aux travaux de la *première commission permanente « paix et sécurité internationale »*, qui a réuni son bureau le dimanche 28 novembre à 11h et tenu deux réunions :

- au cours de la réunion du bureau, **Etienne Blanc** a proposé que la commission consacre le débat général qu'elle tiendra lors de la 144^e Assemblée au suivi de la résolution adoptée en 2020 sur les menaces pour la paix et la sécurité des conflits résultant des catastrophes liées au climat.

- le dimanche 28 à 17h30 : une audition d'experts a permis d'amorcer une réflexion sur le thème du projet de résolution qui sera discuté lors de la 144^e Assemblée : « *Repenser et redéfinir les procédés d'élaboration des processus de paix en vue de favoriser une paix durable* » ; Cecilia Widegren (Suède), rapporteure, a précisé que le projet de résolution serait diffusé en tout début d'année et que les parlements seraient invités à apporter leur contributions écrites à la réflexion dans le courant du mois de février ;

- le lundi 29 novembre à 14h30 : la commission a tenu une réunion débat sur le thème « *Le rôle du parlement dans la lutte contre les risques de détournement de transferts d'armes* ». Robert del Picchia, ancien sénateur et ancien membre du groupe français de l'UIP a participé à ce débat en qualité d'expert.

En l'absence du Président de la commission, dont le mandat était parvenu à terme, **Didier Marie** a présidé, en qualité de membre de son bureau, les travaux de la *troisième commission permanente sur la démocratie et les droits de l'homme*. Celle-ci a consacré trois séances à la discussion du projet de résolution sur « la législation dans le monde en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ». Une première séance, le samedi 27 novembre à 9h00 a été consacrée à un débat général sur les orientations de cette résolution, et les deux autres séances, le samedi 27 après-midi et le dimanche 28 dans la matinée, ont été consacrées à la discussion et l'adoption des amendements présentés par les parlements membres. **Véronique Riotton** a participé à ces réunions pour défendre les six amendements déposés par le groupe français dont cinq ont été adoptés ou satisfaits. Ceux-ci portaient sur la prescription des crimes sexuels, le rôle de l'éducation dans la lutte contre les crimes sexuels, la formation des dépositaires de l'ordre public et des magistrats susceptibles de recueillir la parole des victimes, le repérage des violences par les professionnels de l'enfance, la sanction des entreprises de l'industrie numérique qui ne détecteraient pas et ne supprimeraient pas immédiatement les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants, et une précision rédactionnelle remplaçant le terme de « rapporteuse » par celui de « rapporteur ».



M. Didier MARIE

Au cours de la réunion du bureau de la commission qui s'est tenue le lundi 29 novembre dans la matinée, **Didier Marie** a proposé que la commission puisse débattre, lors de la 144^e Assemblée, du rôle des parlements pour concilier les exigences sanitaires en période de pandémie et la préservation des libertés publiques. Ce thème a été retenu par le Bureau puis adopté par la commission, qui s'est réunie dans l'après-midi.

V – FORUM DES FEMMES PARLEMENTAIRES

Véronique Riotton a participé au Bureau des femmes parlementaires et aux réunions du Forum des femmes parlementaires. Elle a également présidé la réunion sur le thème *Stratégies pour l'élaboration de lois sensibles au genre*. L'UIP et ONU Femmes s'appêtent à publier, en 2021, un guide à l'usage des parlementaires sur l'élaboration de lois sensibles au genre. Les principales conclusions du guide ont été présentées lors du Forum des femmes parlementaires, lequel a fourni l'occasion d'une discussion sur les expériences nationales et les enseignements qui en ont été tirés.



Mme Véronique RIOTTON

VI – LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Michel LARIVE a présidé la réunion qu'a tenue le groupe de travail sur la science et la technologie le dimanche 28 novembre dans l'après-midi. Le groupe a adopté un plan de travail pour l'année 2022. Il a poursuivi son travail de rédaction d'une charte éthique internationale des sciences et des technologies, dont l'objectif est de proposer un cadre commun pour les législateurs. Une première version du texte sera présentée à l'occasion de la 144^e assemblée de l'UIP au mois de mars 2022.

En outre, Michel Larive a présenté l'état d'avancement de cette charte lors du conseil directeur du mardi 30 novembre. Il a, par ailleurs, à cette occasion, fait un bilan d'étape concernant les activités du groupe de travail.



M. Michel LARIVE

VII – RÉUNIONS BILATÉRALES DE LA DÉLÉGATION

Le samedi 27 novembre à 10h00, **Hubert Julien-Laferrrière** a rencontré Gennaro Migliore, président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée. Il a notamment été évoqué la question de la préservation de notre environnement commun, particulièrement sous tension dans une mer quasi fermée.

Le lundi 29 novembre à 17h00, **Hubert Julien-Laferrrière** a rencontré le président du parlement afghan pour évoquer la situation à l'intérieur du pays à la suite de la prise de Kaboul par les *Taliban*. Il a également été question de la situation des femmes parlementaires afghanes.

Le même jour, à 18h00, **Hubert Julien-Laferrrière**, **Didier Marie** et **Véronique Riotton** ont rencontré les membres de la délégation du groupe britannique de l'UIP, présidée par Harriett Baldwin. Cette réunion a permis d'aborder dans un esprit constructif les problèmes posés par les droits de pêche et les migrations. Les deux délégations sont convenues d'approfondir cette discussion à l'occasion d'un déplacement que le groupe français pourrait entreprendre au Royaume-Uni, à l'invitation du groupe britannique, au début de l'année 2022.



MM. Didier Marie, Hubert Julien-Laferrrière, Mme Véronique Riotton et les membres de la délégation du groupe britannique présidée par Harriett Baldwin